



Economy and Shoah

Reading suggestions

PROXY: REMOTE ACCESS TO THE ALMARE COLLECTIONS

How to consult restricted access electronic resources from off the University Wi-Fi network:

The Proxy is a remote access service that allows users to consult restricted access electronic resources (databases, e-journals, e-books, etc.), from home or from anywhere outside the University Wi-Fi network



ACCESS TO
PROXY

Joly, Hervé. "L'implication de l'industrie chimique allemande dans la Shoah: le cas du Zyklon B." Revue d'histoire moderne et contemporaine (Paris, France: 1954) 47, no. 2 (2000): 368–400

Zyklon B, an anti-parasite product, derived from prussic acid, had been marketed and sold throughout the world by the German firm Degesch from 1925 onwards. In the late thirties, the fall in exports was compensated by a dramatic increase in domestic consumption linked to the development of the nazi military and concentration system. Its misuse by the S.S. from the fall of 1941 onwards to implement the Shoah represented a secondary market economically speaking but it brought a heavy burden of responsibility to bear on these firms.



L'IMPLICATION DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ALLEMANDE
DANS LA SHOAH : LE CAS DU ZYKLON B

Le Zyklon B, dérivé de l'acide cyanhydrique utilisé dans les chambres à gaz par les S.S. pour l'extermination d'êtres humains, est à la fois célèbre et méconnu. Bien qu'il soit à l'origine, selon les chiffres fournis par Raul Hilberg, d'environ un cinquième des victimes juives du nazisme seulement¹, il est, de par son emploi à Auschwitz, notamment associé à cette dimension industrielle du meurtre qui caractérise la Shoah. L'étude du Zyklon B se trouve donc au croisement de l'histoire du génocide et de l'histoire économique. Alors que les responsabilités des entreprises qui ont construit les moteurs à explosion qui crachaient le monoxyde de carbone dans les chambres à gaz de Treblinka ou fabriqué les fusils et les balles des *Einsatzgruppen* n'ont jamais été spécifiquement mises en cause, l'implication dans la production et la commercialisation du Zyklon B reste une des accusations les plus infamantes qui pèsent sur l'industrie allemande. Ainsi, lorsque le plus grand banquier de la R.F.A., Hermann Josef Abs, décède en 1994, un quotidien français rappelle, dans son portrait nécrologique, qu'il « siégea [jusqu'en 1945] au conseil d'I.G. Farben, Konzern chimique de sinistre mémoire, producteur du Zyklon B des camps de la mort »². Si les autres instruments du génocide sont perçus comme des produits banals qui ne rangent pas leurs fabricants parmi les complices du crime, la livraison d'un gaz aussi dangereux et d'usage aussi peu répandu que le Zyklon B à la S.S. est apparue beaucoup plus compromettante pour les entreprises.

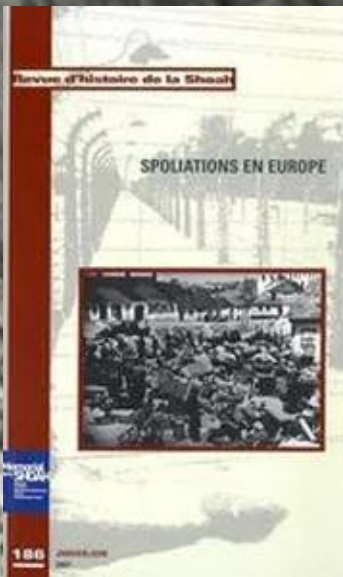
Il existe déjà des évocations de l'utilisation génocidaire du Zyklon B chez

1. Raul Hilberg donne ainsi le chiffre d'un million de tués à Auschwitz et de 50 000 à Lublin-Majdanek. Dans les 4 autres camps d'extermination (Kulmbhof, Belzec, Sobibor et Treblinka), qui totalisent 1 650 000 morts, les chambres à gaz ont fonctionné avec du monoxyde de carbone provenant de moteurs à explosion. Le reste des 5,9 millions de victimes ont fait l'objet d'autres formes « plus classiques » d'assassinats, notamment par des fusillades massives ; R. HILBERG, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris, 1988, p. 774-775 en particulier.

2. *Le Monde*, 10 février 1994. Nous savons que cette allégation repose sur un raccourci contestable. La responsabilité principale d'I.G. Farben réside dans l'exploitation, dans des conditions exécrables, comme main-d'œuvre pour sa nouvelle usine de production de caoutchouc synthétique (Buna) d'Auschwitz-Monowitz, de débris du camp voisin, qui s'y trouvaient, jusqu'à leur épuisement rapide, qu'un surris très provisoire à l'extermination dans les chambres à gaz ; cf. Peter Hayes, *Industry and Ideology. I.G. Farben in the Nazi Era*, Cambridge University Press, 1987, p. 347-368.

Revue d'histoire moderne et contemporaine,
47-2, avril-juin 2000.

This content downloaded from
137.204.175.161 on Mon, 20 Jan 2025 13:33:34 UTC
All use subject to <https://about.jstor.org/terms>



Dreyfus, Jean-Marc. "L'« aryanisation » économique et la spoliation pendant la Shoah. Une vision européenne." *Revue d'Histoire de la Shoah* 186, no. 1 (2007): 15–41

The historiography on the spoliation of Jewish property during the Holocaust has followed a curious path. It remained largely neglected by historians for a long time, even though jurists and diplomats had to address this issue through the restitution, compensation, and reparation policies implemented in non-communist Europe since 1945.

L'« ARYANISATION » ÉCONOMIQUE ET LA SPOLIATION PENDANT LA SHOAH. UNE VISION EUROPÉENNE

par Jean-Marc Dreyfus¹

L'historiographie de la spoliation des biens juifs pendant la Shoah a connu un cheminement curieux. Elle est restée longtemps très négligée des historiens, alors même que les juristes et les diplomates ont eu à traiter cette question à travers le biais des politiques de restitution, d'indemnisation et de dédommagement mises en place en Europe non-communiste dès 1945. Les recherches sur la Shoah ont connu un rythme propre, une temporalité qui n'a pas été celle des recherches générales sur la Seconde Guerre mondiale. Elles se sont institutionnalisées, dans les années 1980, dans de nombreux pays d'Europe et en Amérique du Nord, avec le développement régulier de nouvelles interrogations. Avec du retard et des réticences, les pays d'Europe centrale et orientale se sont mis aussi à entamer l'écriture du chapitre le plus douloureux de leur histoire nationale, parfois sous la pression de fortes contraintes politiques et diplomatiques, comme l'a montré l'exemple de la Roumanie, qui a créé en catastrophe, à l'automne 2003, une commission officielle d'historiens pour considérer enfin une histoire qui avait jusqu'alors été écrite seulement depuis l'étranger et par des Juifs roumains exilés. La Shoah semble aujourd'hui bien installée dans le champ de l'histoire contemporaine et de flexions nombreuses encore à prévoir dans un domaine sur lequel travaillent des milliers de chercheurs du monde entier.

Ce numéro de la *Revue d'histoire de la Shoah* veut montrer une partie de cette production intellectuelle récente sur la spoliation des biens juifs pendant la Shoah. Ces recherches ont été développées dans un contexte bien particulier,

1. Jean-Marc Dreyfus est agrégé et docteur en Histoire de l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Spécialiste des aspects économiques de la Shoah, il a rédigé sa thèse de doctorat sur le thème de la spoliation des banques juives en France (publiée sous le titre : *Pillages sur ordonnances. Aryanisation et restitution des banques en France 1940-1953*, Paris, Fayard, 2003). Il est aussi l'auteur, avec Sarah Genzburger, de *Des camps dans Paris. Auschwitz, Leitzkau, Bassano, juillet 1943-août 1944* (Paris, Fayard, 2003).

Feldman, Gerald D. "The Economics of the 'Final Solution.'" *The Australian Journal of Politics and History* 53, no. 1 (2007): 57–67

This article describes some of the findings from new research conducted since 1990 and analyzes the economic rationales employed by those responsible for the spoliation of Jews. It also demonstrates that there was widespread collaboration in the expropriation of Jews by private interests both within Germany and in German-controlled Europe, and that networks of bureaucrats and private interests joined forces to achieve Nazi objectives. The combination of expropriation and mass murder was one of the aspects of the Holocaust that made it unique.



Australian Journal of Politics and History, Volume 53, Number 1, 2007, pp. 57-67.

The Economics of the "Final Solution"

GERALD D. FELDMAN
University of California, Berkeley

The economics of the Holocaust is a many-faceted subject that is an integral part of the Holocaust's history. This paper describes some of the results of the new research since 1990 and discusses the economic rationales employed by the perpetrators in despoiling the Jews. Economic considerations accompanied the timing and pace of the expropriation of Jewish assets and their "Aryanization." The new research also shows that there was widespread collaboration in the expropriation of the Jews by private interests both inside Germany and in German-controlled Europe and that networks of bureaucrats and private interests joined to achieve Nazi goals. The combination of expropriation and mass murder was one of the aspects of the Holocaust that made it unique.

While the very title of this article seems almost blasphemous, there was in fact an economics of the Holocaust. Indeed, it is an extraordinarily complex and many-faceted subject, and it is an integral and essential part of the Holocaust's history. This was already recognized in Raul Hilberg's pioneering study of 1961 and subsequently treated in even greater detail in the expanded edition of his work.¹ Thus, expropriation is viewed by Hilberg as an essential element in the process of the destruction of European Jewry, following upon the definition of who the Jews were and preceding the concentration of the Jews and their murder. Hilberg's insistence upon treating the "Final Solution" as a process is especially important in dealing with its economics because the final phase of the "Final Solution" followed upon other "solutions", forced emigration and forced concentration being the most important, that stopped short of physical extermination. At every phase, however, the methods and modes of expropriation became more refined while they also became more brutal. On the one hand, the state apparatus was increasingly mobilized to contribute to and participate in an expropriation process that reached heights (or depths) of complexity and sophistication. On the other hand, the deportations and mass murder of the Jews increasingly involved unorganized and semi-organized theft in which corruption played an important role but also in which the most primitive forms of theft were practiced on those about to die or, as in the case of the extraction of gold from victims' teeth, upon the dead. Nevertheless, the assessment and monetary realization (*Ferwertung*) of what had been gathered, whether stolen by individuals or by the authorities, were part of the economics of the "Final Solution" in its final incarnation.

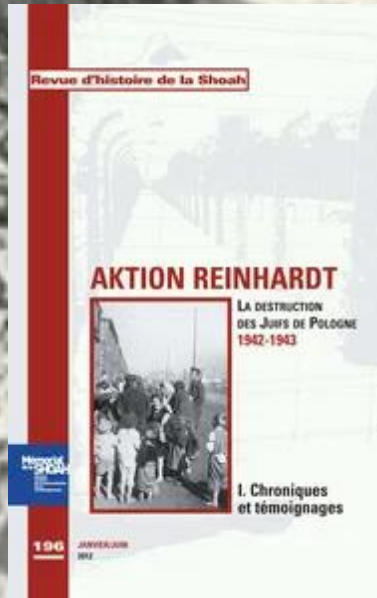
¹ This article is based on a substantially longer article published as "L'economia della 'Soluzione finale'" in Maria Catanzara, Marcello Flores, Simon Levis Sullam, and Enzo Traverso, eds., *Storia della Shoah. La Crisi dell'Europa e lo sterminio degli ebrei e la memoria del XX secolo. volume 1. La crisi dell'Europa e lo sterminio degli ebrei* (Turin, 2005), pp. 587-622. I am grateful to the editors for their permission to publish this version of my article.

² Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, 3 vols (New Haven, Conn., 2003). The first one-volume edition was published in 1961 in Chicago by Quadrangle Books.

Coutin, Willy. "Les rapports Globocnik: Rapports d'Odilo Globocnik sur le volet économique de l'Aktion Reinhardt." Revue d'Histoire de la Shoah N° 196, no. 1 (2012): 421–59

Globocnik's reports and his 1943 correspondence with Himmler on the economic balance of Operation Reinhardt were collected at the International Nuremberg Trials under reference PS-4024.

While in Germany, the expropriation of Jews in the Reich maintained a façade of legality, in Poland, the theft from Jews and the plundering of their belongings became daily and systemic. In every town and village, Jews were forced to hand over gold, money, valuables, furniture, and clothing. In November 1939, all Jewish bank accounts in the General Government were frozen, and account holders were required to deposit any cash reserves exceeding 2,000 zlotys into these accounts.



**LES RAPPORTS GLOBOCNIK.
RAPPORTS D'ODILO GLOBOCNIK SUR LE VOLET ÉCONOMIQUE
DE L'AKTION REINHARDT**

Documents traduits et présentés par Willy Coutin

Les rapports de Globocnik et sa correspondance de 1943 avec Himmler sur le sujet du bilan économique de l'Aktion Reinhardt furent regroupés lors du procès international de Nuremberg sous la côte PS-4024. L'Aktion Reinhardt n'ayant pas été abordée en tant que telle lors de ce procès, c'est à l'occasion des débats sur la culpabilité de la SS que ces documents furent présentés à la Cour. Karl von Eberstein, ancien *Obergruppenführer* dans la SS et chef de la police en Bavière, avait été appelé par la défense en tant que témoin ; c'est le major Elwyn Jones qui l'interrogea alors, au nom du procureur britannique, sir Hartley Shawcross. Le lundi 5 août 1946, l'assistant du procureur lut de longs extraits ce document et demanda au témoin s'il connaissait Globocnik [Globocnik dans la transcription du texte] et s'il était au courant de l'implication de la SS dans la mise en place des camps de concentration, dans le travail forcé et dans l'évacuation des population en vue de la colonisation dans les territoires du Gouvernement général. Le document lui-même ne fut pas commenté et le major Jones poursuivit son interrogatoire sur le thème général de l'implication de la SS dans le système concentrationnaire nazi.

Le lendemain, revenant sur le document PS-4024 que le major Jones avait mis en lumière devant le tribunal, l'avocat Horst Pelckmann interrogea le témoin Günther Reinecke, premier juge de la SS et membre de l'état-major de Himmler. C'est Reinecke qui avait mené l'enquête interne sur l'enrichissement personnel de Hans Frank à la tête du Gouvernement général. Pelckmann essaya de présenter l'Aktion Reinhardt comme une opération spéciale, non connue du reste de la SS, et pour laquelle Globocnik recevait ses ordres directement de Himmler. La discussion sur le document n'alla pas plus loin, et le témoin ne fut pas interrogé par la partie adverse à son sujet. Le jeudi 29 août, dans son réquisitoire, sir David Maxwell-Fyfe, autre adjoint du procureur britannique, évoqua rapidement le rapport Globocnik en résumant l'action de ce dernier dans le Gouvernement général par ces mots : « Le déplacement de milliers de Polonais de leurs maisons et 178 millions de Reichsmark acquis par le WVHA¹. »

¹. C'est-à-dire le *Wirtschaftsverwaltungshauptamt* (Office central pour l'économie et l'administration). Voir le texte des minutes du Procès militaire international de Nuremberg.



Kreutzmüller, Christoph, Ingo Loose, Benno Nietzel, and Olivier Mannoni. "3. La destruction de l'activité économique juive." Revue d'Histoire de la Shoah 209, no. 2 (2018): p.81-96

The destruction of Jewish economic activity under National Socialism—a phenomenon still often referred to today by the contemporary term "Aryanization"—has been the subject of increasing attention following the groundbreaking study by Frank Bajohr in the 1990s. However, the overall picture of the dynamics and progression of the persecution process in Germany remains incomplete.

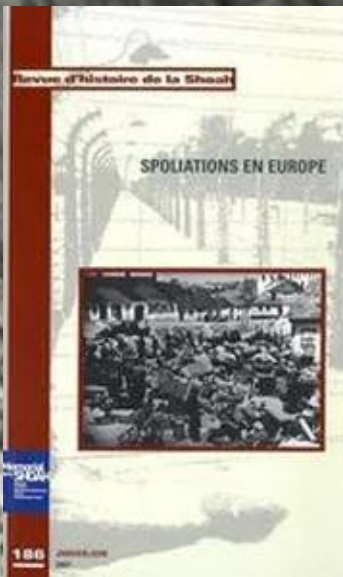
**LA DESTRUCTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE JUIVE.
LES CAS DE BERLIN, FRANCFORT-SUR-LE-MAIN ET BRESLAU ENTRE 1933 ET 1942¹**

Christoph Kreutzmüller², Ingo Loose³ et Benno Nietzel⁴

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

La destruction de l'activité économique juive sous le national-socialisme – phénomène que l'on désigne encore aujourd'hui fréquemment par le terme contemporain d'« aryanisation » – a fait l'objet d'examen de plus en plus intenses dans le sillage de l'étude innovatrice de Frank Bajohr, à partir des années 1990⁵. Pourtant, l'image de la dynamique et du déroulement du processus de persécution en Allemagne demeure lacunaire. Cela tient entre autres au fait que la recherche a longtemps présenté un double espace vide. Dans l'étude de l'« aryanisation », c'est-à-dire du transfert de propriété et de la liquidation des entreprises stigmatisées comme « juives », ce sont justement, jusqu'à ce jour, en premier lieu les processus ayant touché les villes comptant les trois plus grandes communautés juives, à savoir Berlin, Francfort-sur-le-Main et Breslau, qui sont restés dans l'obscurité. Dans ces trois villes vivaient au total, en 1933, plus de 40 % des quelque 500 000

¹ Ce texte est une version revue et abrégée de notre article « Nazi Persecution and Strategies for Survival. Jewish Businesses in Berlin, Frankfurt am Main, and Breslau, 1933-1942 », *Yad Vashem Studies* 39, n° 1, 2011, p. 31-70.
² Christoph Kreutzmüller, conservateur des expositions permanentes du Musée juif de Berlin, a publié entre autres *Final Sale in Berlin. The destruction of Jewish commercial activity 1930-1945*, New York, Berghahn Books, 2017 et, avec Tai Bruttmann et Stefan Hördler, « L'album d'Auschwitz, entre objet et source d'histoire », *Virgítime* Société, 1, 2018.
³ Ingo Loose est directeur scientifique à l'Institut für Zeitgeschichte de Munich-Berlin. Parmi ses publications, on peut citer *Kredite für NS-Verbrechen. Die deutschen Kreditinstitute in Polen und die Ausraubung der polnischen und jüdischen Bevölkerung 1939-1945*, Munich, Oldenburg, 2007 ; « Das Reichswirtschaftsministerium und die nationalsozialistische Judenverfolgung 1933-1945 », in *Wirtschaftspolitik in Deutschland 1917-1990*, L. 2 : Albrecht Ritsch (dir.), *Das Reichswirtschaftsministerium in der NS-Zeit. Wirtschaftsordnung und Verbrechenkomplex*, Berlin, De Gruyter, 2016, p. 307-332.
⁴ Benno Nietzel est conseiller scientifique invité. Ses publications incluent *Handeln und Überleben. Jüdische Unternehmer aus Frankfurt am Main 1924-1944*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2012 ; « Jüdisches Eigentum im Nationalsozialismus. "Arisierung", Enteignung, Zerstörung », in Dieter Gosewinkel, Roman Hölsel et Milos Reznik (dir.), *Eigentumsregime und Eigentumskonflikte im 20. Jahrhundert. Deutschland und die Tschechoslowakei im internationalen Kontext*, Essen, Klartext, 2018, p. 231-252.
⁵ Benno Nietzel, « Die Verichtung der wirtschaftlichen Existenz der deutschen Juden 1933-1945. Ein Literatur- und Forschungsbericht », *Archiv für Sozialgeschichte*, n° 49, 2009, p. 561-613. Voir aussi Martin Dean, *Robbing the Jews. The Confiscation of Jewish Property in the Holocaust 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. Sur les différents accès conceptuels, voir aussi Ludolf Herbst et al., « Einleitung », in Ludolf Herbst et Thomas Welte (éd.), *Die Commerzbank und die Juden 1933-1945*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2004, p. 9-19 ; un bref aperçu chez Ingo Loose, « Massenraubord ? Materielle Aspekte des Holocaust », in Frank Bajohr et Andrea Löw (éd.), *Der Holocaust. Ergebnisse und neue Fragen der Forschung*, Frankfurt-sur-le-Main, Fischer Taschenbuchverlag, 2015, p. 141-164.



Steinbacher, Sybille, and Claire Drevon. "21. Les relations entre Auschwitz et l'environnement extérieur, l'économie et la société." *Revue d'Histoire de la Shoah* 209, no. 2 (2018): 471–86

Although the type and extent of the connection with the surrounding environment differed from one camp to another, it is clear that, in general, relationships were established between the SS personnel of a camp on one side and the local inhabitants and authorities on the other. It was not a "closed universe." On the contrary, intense administrative, infrastructural, economic, and social contacts with the surrounding environment were essential for its existence.



Article

LES RELATIONS ENTRE AUSCHWITZ ET L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR, L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ

par Sybille Steinbacher¹

Traduit de l'anglais par Claire Drevon

Alors que, dans les années 1950, on entendait souvent le nom d'« Auschwitz » aussi bien en Allemagne de l'Ouest qu'en RDA, il n'était en fait, dans l'un et l'autre pays, qu'un code. En RDA, c'était fondamentalement un raccourci désignant les conséquences criminelles du système capitaliste, un système qui revêtait la monstrueuse réalité de l'usine IG Farben à Auschwitz-Monowitz. En Allemagne de l'Ouest, du moins au début des procès d'Auschwitz à Francfort (1963-1965), c'était devenu un symbole et un synonyme des massacres perpétrés par l'Etat nazi². Dans les médias comme dans le monde intellectuel, Auschwitz sert de métaphore aux atrocités perpétrées par le régime nazi. Il est un substitut de ce que l'on appelait aussi « l'inconcevable », « l'indicible », « les abominables crimes contre l'humanité » commis au nom de l'Allemagne.

Il est frappant de constater que, fondée sur des documents, la recherche historique empirique portant sur le lieu principal du massacre nazi n'est guère explicite : outre les mémoires et les comptes rendus littéraires d'anciens détenus, le mot-cle « Auschwitz » apparaît en fait principalement dans la relation aux réflexions morales/éthiques et dans la critique culturelle. En même temps, au sein de l'université, se produit un déplacement du discours

¹ Sybille Steinbacher est professeur d'histoire ; elle enseigne l'histoire et les conséquences de la Shoah à la Goethe-Universität de Francfort-sur-le-Main. Elle dirige également le Fritz Bauer Institut. Parmi ses publications, citons entre autres *Auschwitz. Geschichte und Nachgeschichte*, Munich, Beck, 2017 (1^{re} édition : 2004) ; « *Musterstadt* » *Auschwitz. Germanisierungspolitik und Judenfernd in Ostoberschlesien*, Munich, Saur, 2000.
² Norbert Frei, « *Auschwitz und Holocaust. Begriff und Historiographie* », in Hanno Loewy (éd.), *Holocaust: Die Grenzen des Verstehens. Eine Debatte über die Besetzung der Geschichte*, Reinbeck bei Hamburg, Rowohlt, 1992, p. 101-109, ici p. 101. Pour un état des travaux sur la question, voir Wladislaw Dlugoborski et Franciszek Piper, *Auschwitz 1940-1945. Studien zur Geschichte des Konzentrations- und Vernichtungslagers Auschwitz*, vol. 1 : *Aufbau und Struktur des Lagers*, vol. II : *Die Häftlinge. Existenzbedingungen, Arbeit und Tod*, vol. II : *Vernichtung* ; vol. IV : *Widerstand* ; vol. V : *Epilog. Oswiecim, musée d'Etat d'Auschwitz-Birkenau*, 1999, ici vol. 1, p. 25-40 ; en français *Auschwitz, 1940-1945 : les problèmes fondamentaux de l'histoire du camp*, I. *La construction et l'organisation du camp* ; II. *Les détenus. La vie et le travail* ; III. *L'extermination* ; IV. *La résistance* ; V. *Épilogue (évacuation et libération du camp)*, traduit du polonais par Clotilde Bruley-Meszaros et Iritanilav Meszaros, Oswiecim, musée d'Etat d'Auschwitz-Birkenau, 2011.
Le présent texte est une version légèrement modifiée de notre article « *The Relationship of the Auschwitz Death Camp to the Outside Environment, Economy and Society* », in Jeffrey M. Diefendorf (éd.), *Lessons and Legacies*, vol. VI : *New Currents in Holocaust Research*, Evanston (Ill.), Northwestern University Press, 2004, p. 21-36.

THE BUSINESS OF
Genocide

Allen, Michael Thad. The Business of Genocide: The SS, Slave Labor, and the Concentration Camps. Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press, 2002

During World War II, hundreds of thousands of prisoners were worked to death by the Nazis under a brutal system of slave labor in the concentration camps. By 1942, this vast network of slavery extended across all of German-occupied Europe, but the whole operation was run by a surprisingly small staff of bureaucrats--no more than 200 engineers and managers who worked in the Business Administration Main Office of the SS.

CONTENTS

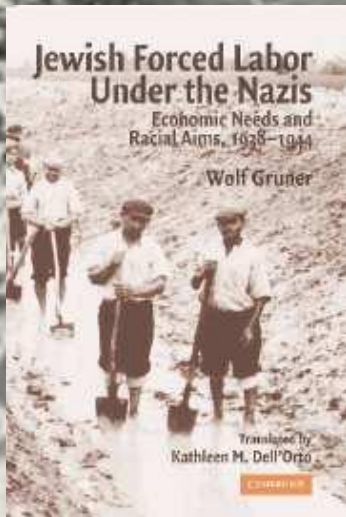
Acknowledgments ix
Abbreviations xi
Introduction 1

- 1 Origins of the SS: The Ideology Is the Modern Organization** 19
Modern Men: The New Administrative Officers of the SS 21
The Führer Principle 29
Heinrich Himmler's Favored Industrial Projects 31
"We Are No Pencil Pushers!": Theodor Eicke's Total Institution and the Primacy of Policing 36
Origins of the SS Construction Corps 48
- 2 A Political Economy of Misery: The SS "Führer" Corporation** 57
The German Earth and Stone Works 58
Profits from Women's Work 72
Opportunistic Idealists and the Shady Legality of SS Industry 78
The "Organic Corporation" 92
- 3 Manufacturing a New Order** 97
The "Final Form" of the German Commercial Operations 107
The Venality of Evil: Modern Mismanagement of Slave Labor 112
- 4 Engineering a New Order** 128
A High Degree of Order? 129
Odió Globocnik: Handcrafting the New Order 133
Hans Kammler: Modern Engineering in the SS 140
The "Great Industrial Tasks" of the SS 148
Engineering Ideology 158
- 5 My Newly Erected House: Slavery in the Modern War Economy** 165
Industry and Ideology 167
The Rise of Albert Speer 171

E-book

Gruner, Wolf, and United States Holocaust Memorial Museum. Jewish Forced Labor under the Nazis: Economic Needs and Racial Aims, 1938-1944. New York: Cambridge University Press: Published in association with the United States Holocaust Memorial Museum, 2006.

Forced labor was a key feature of Nazi anti-Jewish policy and shaped the daily life of almost every Jewish family in occupied Europe. This book systematically describes the implementation of forced labor for Jews in Germany, Austria, the Protectorate, and the various occupied Polish territories. As early as the end of 1938, compulsory labor for Jews had been introduced in Germany and annexed Austria by the labor administration. This study refutes the widespread thesis that compulsory work was organized only by the SS, and that exploitation was only an intermediate tactic on the way to mass murder or, rather, that it was only a facet in the destruction of the Jews.



Contents

<i>Abbreviations</i>	page vii
<i>Introduction</i>	ix
<i>Prologue: Anti-Jewish Policies in the Nazi State before 1938</i>	xx
GERMANY	
1 Segregated Labor Deployment – Central Planning and Local Practice, 1938–1945	3
2 German Jews in Forced Labor Camps, 1939–1943	32
3 “Special Service” – Forced Labor of Jewish <i>Mischlinge</i> , 1942–1945	83
AUSTRIA	
4 Initiatives in Vienna – Austrian Jews in the Segregated Labor Deployment Program, 1938–1945	105
THE PROTECTORATE OF BOHEMIA AND MORAVIA	
5 After the Failure of Deportation Plans – Forced Labor of Czech Jews, 1939–1945	141
THE OCCUPIED TERRITORIES OF POLAND	
6 Camps and Ghettos – Forced Labor in the Reich Gau Wartheland, 1939–1944	177
7 On the “Führer’s Road” – Polish Jews in Germany, 1940–1943	196
8 The SS <i>Organisation Schmelt</i> and the Jews from Eastern Upper Silesia, 1940–1944	214

v

Marc Buggeln. *Slave Labor in Nazi Concentration Camps*. Oxford: OUP Oxford, 2014

Slave Labor in Nazi Concentration Camps examines the slave labor regime imposed on concentration camp prisoners from 1942 and the effect it had on the German wartime economy. This volume goes far beyond the socio-historical "reconstructions" that dominate Holocaust studies: it combines cultural history with structural history, establishing connections between society and individual actions. It employs a method of historical analysis that offers a systematic comparison of the subcamp system, where, by the end of the war, over 80% of the prisoners had been relocated.



Contents

<i>List of Abbreviations</i>	x
<i>Archives List</i>	xi
<i>Map</i>	xii
Introduction	1
1. Slave Labor in the Nazi Concentration Camps, 1941–45	10
2. Industry and Slave Labor—The SS as Junior Partner	66
3. Structures of the Subcamp System	74
4. Comparing Subcamps: Labor, Race, and Gender	83
5. The Prisoners and Their Community	140
6. The Perpetrators and Their Crimes: Violence and Courses of Action in the Subcamps	192
7. The Subcamps and the Local Population	251
8. The Death Marches and the Northern German Cities and Enterprises	261
Conclusion	279
<i>Appendix 1. Subcamps of the Neuengamme concentration camp</i>	291
<i>Appendix 2. Population of the Neuengamme subcamps (total)</i>	299
<i>Appendix 3. Population of the Neuengamme subcamps (individually)</i>	300
<i>Appendix 4. Death registry, men's subcamps (October 1942–April 1945)</i>	303
<i>Appendix 5. Mortality rates (%), men's subcamps (October 1942–March 1945)</i>	305
<i>Appendix 6. Death registry, women's subcamps (July 1944–April 1945)</i>	307
<i>Appendix 7. Mortality rates (%), women's subcamps (July 1944–April 1945)</i>	308
<i>Appendix 8. Population and mortality rates, men's subcamps (according to 2006 death registry)</i>	309
<i>Appendix 9. Population and mortality rates, women's subcamps (according to 2006 death registry)</i>	310
<i>Appendix 10. Population and mortality rates of all Neuengamme subcamps (2006 death registry)</i>	311
<i>Appendix 11. Population and mortality rate of the main camp (according to 2006 death registry)</i>	312
<i>Bibliography</i>	313
<i>Index of Names</i>	329
<i>Index of Places</i>	332
<i>Index of Companies and Organizations</i>	335

Copyright 2014, OUP Oxford. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, without prior permission from the publisher, except that which may be permitted in writing by the copyright owner.

OXFORD Publishing : eBook Collection (OUP) - printed on 1/20/2015 9:43 AM via UNIVERSITY OF BOLTON
IP: 131.103.1.100
Account: 4101203.mfz.elsev

E-book

Medykowski, Witold. Macht Arbeit Frei?: German Economic Policy and Forced Labor of Jews in the General Government, 1939-1943. Academic Studies Press, 2018.

Macht Arbeit
Frei?

German Economic
Policy and Forced Labor
of Jews in the General
Government, 1939-1943

Witold Medykowski

October
2018

This book examines the forced labor of Jews in the General Government of occupied Poland from 1939 to 1943. The volume carefully analyzes the modus operandi of the Nazi power system, which had organized a highly complex and intricate bureaucracy. However, it also highlights the conflicts of interest among various institutions and the total destruction of human and moral values, which led to widespread degeneration.

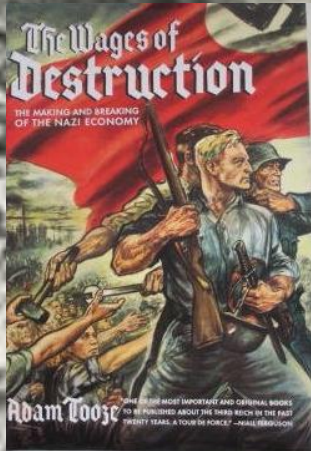
Table of Contents

Acknowledgements	v
Introduction	vii
Part One	
Chapter 1: The War against Poland and the Beginning of German Economic Policy in the Occupied Territory	1
Chapter 2: Forced Labor from the Period of Military Government until the Beginning of Ghettoization	18
Chapter 3: Forced Labor in the Ghettos and Labor Detachments	74
Chapter 4: Forced Labor in the Labor Camps	134
Part Two	
Chapter 5: The War in the East: Galicia during the First Weeks of the War	181
Chapter 6: Jewish Labor in Galicia	193
Chapter 7: Jewish Labor in the Shadow of the <i>Aktion Reinhardt</i>	221
Chapter 8: War Industry Requirements in the Face of Annihilation of the Workforce	246
Chapter 9: Harvest Festival (<i>Erntefest</i>)—Extermination of the Remaining Jews in the District of Lublin	273
Conclusion	292
List of Abbreviations	320
Archival Sources	323
Maps	326
Tables	333
Photographs	364
Bibliography	381
Index	407

E-book

The wages of destruction : the making and breaking of the Nazi economy / Adam Tooze
New York : Penguin, 2007

Between 1938 and 1945, Europe experienced unprecedented devastation. But how could this have happened? Contrary to what we have always been taught, Adam Tooze seeks to provide an answer by shifting the perspective: what if the tragedy experienced by Europe in the 20th century had its roots in Germany's weakness, rather than its strength? The focus thus shifts to the German economy, as well as to racial issues and politics.



Contents	
List of Figures	ix
List of Illustrations	xi
List of Tables	xiii
Acknowledgements	xiv
List of Frequently Used Abbreviations	xviii
Preface	xix
I Introduction	1
Part I Recovery	
2 'Every Worker his Work'	37
3 Breaking Away	67
4 Partners: The Regime and German Business	99
5 Volksgemeinschaft on a Budget	135
6 Saving the Peasants	166
Part II War in Europe	
7 1936: Four Years to War	203
8 Into the Danger Zone	244
9 1939: Nothing to Gain by Waiting	285
10 Going for Broke: The First Winter of War	326
11 Victory in the West - Sieg im Westen	368
12 Britain and America: Hitler's Strategic Dilemma	396
vii	

Book

Harrison, Mark, e Germà Bel. La politica economica del nazionalsocialismo. Trieste: Asterios, 2018.

Contrary to what occurred in the major capitalist countries after the Great Depression, in Germany the Nazi regime implemented a policy of taxation and transferred state ownership and public services to the private sector in order to secure the resources necessary for the Lebensraum program, that is, the conquest of living space to the east for the German people. The general orientation of the Nazi economic policy was the exact opposite of that in European Union countries at the end of the 1990s: in Nazi Germany, privatizations were carried out within a framework of increasing state control over the entire economy through regulation and political interference.



Indice	
Introduzione, 11	
a cura della Redazione di <i>Countdown</i> . Studi sulla crisi	
Cronologia:	
dalla Germania di Weimar alla caduta del regime nazionalsocialista, 15	
a cura della Redazione di <i>Countdown</i> . Studi sulla crisi	
LARRY LIU	
LA POLITICA ECONOMICA NELLA GERMANIA NAZISTA: 1933-1945, 37	
1. L'economia nell'epoca di Weimar: 1919-1933	
1.1 Prima della Grande Depressione (1919-1929), 39	
1.2 L'ideologia dell'economia nazista, 41	
1.3 La Grande Depressione e la fine di Weimar (1929-1933), 44	
2. L'economia nazionalsocialista prima della guerra: 1933-1939	
2.1 La fase iniziale del governo nazionalsocialista (1933-1936), 46	
2.2 Un' economia di guerra in tempo di pace (1936-1939), 51	
3. L'economia di guerra dei nazionalsocialisti: 1939-1945, 53	
Conclusioni, 57	
Bibliografia, 59	
GERMÀ BEL	
CONTRO LE INTERPRETAZIONI CORRENTI:	
LE PRIVATIZZAZIONI DEI NAZIONALSOCIALISTI NELLA GERMANIA DEGLI ANNI '30	
Riassunto, 65	
Introduzione, 65	
1. La vendita della proprietà pubblica, 67	
2. Il trasferimento in mani private della fornitura di servizi pubblici, 70	
3. Una valutazione della rilevanza quantitativa del peso delle privatizzazioni operate dai nazionalsocialisti, 72	
4. Studi sulle privatizzazioni dei nazionalsocialisti nella letteratura economica della fine degli anni '30 e '40, 76	
5. Analisi degli obiettivi delle privatizzazioni nazionalsocialiste, 78	
5.a Motivazioni ideologiche, 78	
5.b Motivazioni politiche, 80	
5.c Motivazioni pragmatiche (economiche), 82	
Conclusioni, 85	
Bibliografia, 87	
Appendice, 92	
ULRICH HERBERT	
IL LAVORO FORZATO NEL "TERZO REICH": UNA PANORAMICA, 93	
Bibliografia, 135	
Appendice dei dati, 139	

PHOTOGRAPHIC REFERENCES

- View of the entrance to the main camp of Auschwitz (Auschwitz I). The gate bears the motto "Arbeit Macht Frei" (Work makes one free). Photo Source: Instytut Pamięci Narodowej. Copyright: Agency Agreement. Source Record ID: 11
- Prisoners hauling earth for the construction of the "Russian camp" at Mauthausen Unknown author - <https://collections.ushmm.org/search/catalog/pa11532>. United States Holocaust Memorial Museum, courtesy of National Archives and Records Administration, College Park. Photo Source: National Archives and Records Administration, College Park. Copyright: Public Domain. Source Record ID: 338-Cases Tried--box 345--file 000-50-5